

« ANNEXE 7-8

(ANNEXE À L'ARTICLE A. 752-3)

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ PRÉVU À L'ARTICLE L. 752-23 DU CODE DE COMMERCE

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ « AUTORISATION D'EXPLOITATION COMMERCIALE » <small>(ARTICLES L. 752-23, R. 752-44, R. 752-44-1 ET R. 752-44-8 A R. 752-44-13 DU CODE DE COMMERCE)</small>
<p>A communiquer à la préfecture <i>[préciser le département]</i></p> <p>A l'adresse électronique suivante (al. 1^{er} de l'article R. 752-44-9 du code de commerce) :</p> <p>.....@.....</p> <p>un mois avant l'ouverture au public de l'équipement commercial autorisé (al. 1 et 2 de l'article L.752-23 du code de commerce).</p>
<p>1/ Identification de l'autorisation d'exploitation commerciale</p>
<p><input type="checkbox"/> Permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale (PC-AEC)</p> <p>N° _____ délivré le __ / __ / _____</p> <p>Par</p> <p>Au visa de l'avis favorable de la CNAC / CDAC¹ <i>[préciser le département]</i></p> <p>Du __ / __ / _____</p>
<p><input type="checkbox"/> Décision d'autorisation d'exploitation commerciale (AEC)</p> <p>N° prise le __ / __ / _____</p> <p>Par la CNAC / CDAC² <i>[préciser le département]</i></p>
<p>Nature du projet³ et adresse du site d'implantation :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

¹ Rayer la mention inutile² Rayer la mention inutile.³ Au sens de l'article L.752-1 du code de commerce – cf. avis/décision CDAC/CNAC.

.....

2/ Identification du bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation commerciale

NB : si plusieurs bénéficiaires, utiliser un intercalaire. **Intercalaire⁴**

Pour les personnes physiques : Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Adresses : [n°]..... [Voie].....
 [complément / lieu-dit]..... [localité].....
 [code postal] _ _ _ _ _
@.....

Pour les personnes morales :

Dénomination et type de société (SA, SCI...) :

Raison sociale :

N° SIRET : _ _ _ _ _

Adresses : [n°]..... [Voie].....
 [complément / lieu-dit]..... [localité].....
 [code postal] _ _ _ _ _ BP : _ _ _ _ Cedex : _ _
@.....

Représentée par : Madame Monsieur Nom :
 Prénom : Qualité:

⁴ Cocher la case s'il y a un intercalaire/plus d'un bénéficiaire de l'AEC.

3/ Identification de l'organisme certificateur		
N° d'habilitation :		
Dénomination et type de société (SA, SCI...) :		
Raison sociale :		
N° SIRET : _____		
Adresses : [n°]..... [Voie].....		
[complément / lieu-dit]..... [localité].....		
[code postal] _____ BP : _____ Cedex : _____		
.....@.....		
Représentée par : <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur Nom :		
Prénom : Qualité :		
4/ Réalisation de l'équipement commercial autorisé		
	Réalisation partielle du projet autorisé <input type="checkbox"/>	
	Certificat initial ⁵ <input type="checkbox"/>	Certificat suivant ⁶ <input type="checkbox"/>
Réalisation totale du projet autorisé <input type="checkbox"/>		Nombre de certificats précédents : Date et auteur de chacun : 1) _ / _ / _ _ _ 2) _ / _ / _ _ _ 3) _ / _ / _ _ _ 4) _ / _ / _ _ _ 5) _ / _ / _ _ _

⁵ 1^{ère} ouverture au public (d'une partie) de l'équipement commercial autorisé.

⁶ Une partie de l'équipement commercial autorisé, certifiée conforme à l'autorisation délivrée par au moins un précédent certificat (art. R. 752-44-10 du code de commerce), est déjà ouverte au public.

		<p><i>NB : si plus de 5, utiliser un intercalaire.</i></p> <p>Intercalaire⁷ <input type="checkbox"/></p>
--	--	--

Différences constatées avec l'autorisation d'exploitation commerciale délivrée au sens de l'article R. 752-44-12 du code de commerce⁸ :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

⁷ Cocher la case s'il y a un ou plusieurs intercalaires / déjà plus de 5 certificats de conformité à l'AEC mentionnée en partie 1
⁸ Le cas échéant, consigner les explications du bénéficiaire.

❖ **pour les projets nécessitant un permis de construire :**

l'avis favorable de la CDAC / CNAC (cf. avis CDAC / CNAC, référencé en partie 1/ ci-dessus, auquel est joint le tableau récapitulatif des caractéristiques du projet),

l'arrêté accordant le permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale (cf. PC-AEC référencé en partie 1/ ci-dessus) ;

la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux prévue à l'article L. 462-1 du code de l'urbanisme.

Article R.752-20 du code de commerce¹⁰ : « Pour les projets nécessitant un permis de construire, l'autorisation d'exploitation commerciale est périmée dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle le permis de construire est devenu définitif :

1° Pour les surfaces de vente qui n'ont pas été ouvertes au public ;

2° Pour les points permanents de retrait qui n'ont pas été ouverts à la clientèle.

Le délai est prolongé de deux ans pour les projets qui portent sur la réalisation d'une surface de vente de plus de 2 500 mètres carrés jusqu'à 6 000 mètres carrés. Il est prolongé de quatre ans pour les projets portant sur la réalisation d'une surface de vente de plus de 6 000 mètres carrés.

Pour les projets ne nécessitant pas un permis de construire, l'autorisation d'exploitation commerciale est périmée dans un délai de trois ans à compter de la notification prévue à l'article R. 752-19 ou, le cas échéant, à l'article R. 752-39 :

1° Pour les surfaces de vente qui n'ont pas été ouvertes au public ;

2° Pour les points permanents de retrait qui n'ont pas été ouverts à la clientèle.

En cas de recours devant la juridiction administrative contre l'autorisation d'exploitation commerciale, le délai de trois ans est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle définitive. ».

Le certificat de conformité est **adressé par le bénéficiaire** de l'autorisation **au préfet** du département d'implantation, par voie électronique (art. R. 752-44-9 du code de commerce) - cf. adresse en tête du tableau ci-dessus -, un mois avant la date d'ouverture au public de l'équipement commercial autorisé. **A défaut, l'exploitation de l'équipement commercial sera réputée illicite** (al. 1 et 2 de l'art. L.752-23 du code de commerce).

Le préfet transmet, sans délai, par voie électronique, le certificat de conformité, pour information :

- au maire de la commune d'implantation et au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune d'implantation est membre,

- au service de l'Etat chargé de la réalisation des études économiques en matière de commerce mentionné à l'article L. 751-9 du code de commerce (art. R. 752-44-13 du code de commerce).

¹⁰ Rappel prévu à l'article R.752-44-10 du code de commerce

INTERCALAIRE A

2/ Identification du bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation commerciale

Nombre total de bénéficiaires (dont celui présenté au formulaire) :

Pour les personnes physiques :

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _ _ _ _ _

.....@.....

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _ _ _ _ _

.....@.....

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _ _ _ _ _

.....@.....

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _ _ _ _ _

.....@.....

Pour les personnes morales :

Dénomination et type de société (SA, SCI...) :

Raison sociale :

N° SIRET : _ _ _ _ _

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _ _ _ _ _ BP : _ _ _ Cedex : _ _

.....@.....

Représentée par : Madame Monsieur Nom :

Prénom : Qualité:.....

Dénomination et type de société (SA, SCI...) :

Raison sociale :

N° SIRET : _____

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _____ BP : _____ Cedex : _____

.....@.....

Représentée par : Madame Monsieur Nom :

Prénom : Qualité:.....

Dénomination et type de société (SA, SCI...) :

Raison sociale :

N° SIRET : _____

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _____ BP : _____ Cedex : _____

.....@.....

Représentée par : Madame Monsieur Nom :

Prénom : Qualité:.....

Dénomination et type de société (SA, SCI...) :

Raison sociale :

N° SIRET : _____

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _____ BP : _____ Cedex : _____

.....@.....

Représentée par : Madame Monsieur Nom :

Prénom : Qualité:.....

Dénomination et type de société (SA, SCI...) :

Raison sociale :

N° SIRET : _____

Adresses : [n°]..... [Voie].....

[complément / lieu-dit]..... [localité].....

[code postal] _____ BP : _____ Cedex : _____

.....@.....

Représentée par : Madame Monsieur Nom :

Prénom : Qualité:.....

